

Compte rendu d'une consultation du CAPEQ auprès de gestionnaires de la région de Québec

Le 14 juin dernier avait lieu la consultation finale du Comité d'action pour la promotion de l'entomologie au Québec (CAPEQ). Cette rencontre réunissait des individus occupant des postes de gestionnaires au sein d'institutions qui embauchent des entomologistes dans la région de Québec. Les participants étaient Michel Auger (Chef de division, Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec (MRNFPQ)), Michel Desureault (Directeur, Département des sciences du bois et de la forêt, Université Laval), Ariane Plourde (Directrice de recherche, Centre de foresterie des Laurentides (CFL)) et Denis Ouellet (Directeur de recherche, CFL). Jacques Brodeur, qui coanimait les discussions avec Michel Cusson, a donné le point de vue du Département de phytologie de l'Université Laval, où il occupe un poste de professeur.

Avant d'entreprendre les discussions, les participants se sont vu présenter un court historique du CAPEQ, de sa raison d'être et de ses activités. Un bref exposé leur a aussi été donné sur le déclin apparent de l'entomologie et de la profession d'entomologiste au Québec depuis quelques années.

Question 1 :

La tendance que nous décrivons ici est-elle, selon vous, observable dans l'institution ou le département que vous représentez?

Au CFL, cette problématique ne se présente pas vraiment. Il y a encore huit entomologistes chercheurs en poste, et ce nombre est demeuré assez stable au cours des 20 dernières années. C'est davantage au niveau de la phytopathologie qu'on observe une diminution du nombre de chercheurs. Toutefois, à l'échelle canadienne, le SCF montre des signes d'érosion en matière d'expertise en entomologie, vraisemblablement en raison de changements dans les préoccupations et les enjeux du secteur forestier. On semble connaître une accalmie au niveau des problèmes liés aux ravageurs les mieux connus (ex. tordeuse des bourgeons de l'épinette (TBE)), couplée à une préoc-

pation grandissante pour d'autres problèmes tels les organismes exotiques, les changements climatiques, la séquestration du carbone, etc.

Au MRNFPQ, ce sont les techniciens qui constituent la base et la relève en matière d'expertise entomologique. Sans qu'on puisse présentement parler d'un effritement à ce niveau au MRNFPQ, on note que la gestion du personnel se fait généralement en réaction aux problèmes de l'heure. Le défi actuel est de maintenir une équipe en place, cela dans un contexte où les problèmes entomologiques sont moins importants que par le passé. Ainsi, l'absence relative de la TBE et de l'arpen-teuse de la pruche, par les temps qui courent, entraîne des coupures à la Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies (SOPFIM) — entité avec laquelle le MRNFPQ conserve un lien étroit — et une diminution de la nécessité perçue de maintenir des postes en entomologie ou de recruter de nouveaux entomologistes. Dans ce contexte, il est difficile de convaincre les décideurs de la nécessité d'engager du personnel pour travailler sur des questions de biodiversité et de développement durable. Aussi, la nouvelle règle gouvernemental du « 1 sur 2 » (dans les cas de départ pour la retraite, un poste sur deux, à l'échelle de la fonction publique du Québec, sera comblé) pourrait avoir un impact négatif sur le nombre d'entomologistes en poste au MRNFPQ (bien que la règle du 1 sur 2 ne soit pas appliquée uniformément dans tous les ministères, mais selon les besoins). Néanmoins, on croit que le MRNFPQ conservera toujours un noyau d'au moins deux entomologistes. Toutefois, il est probable que dans l'avenir le MRNFPQ réduise la taille de son équipe et se tourne vers un système où des contrats seront octroyés en fonction des besoins.

À la Faculté de foresterie de l'Université Laval, la situation n'est ni pire, ni meilleure qu'avant. Il y a toujours eu un seul entomologiste au Département des sciences forestières, et on n'a aucunement l'intention de changer cette façon de faire.

Dans ce département, le but n'est pas de constituer une force de recherche en entomologie, mais plutôt de répondre à une exigence de l'Ordre des ingénieurs forestiers en matière de formation dans le domaine de la protection (insectes, maladies et feux). De plus, il s'agit d'une discipline qui est un peu en marge de la formation générale de l'ingénieur forestier. Ainsi, si l'on crée une Chaire de recherche du Canada au département, ce ne sera pas spécifiquement dans le domaine de l'entomologie.

Question 2 :

Une diminution du nombre de postes en entomologie dans les établissements de recherche au Québec est-elle, selon vous, une tendance normale, voire souhaitable, ou s'agit-il d'un effritement qu'il faut tenter de freiner?

Bien que cette tendance puisse être qualifiée de normale dans un contexte où les biotechnologies prennent la grosse part du gâteau, il est important qu'on s'en préoccupe. Ainsi, on note que la forte pression pour initier des travaux dans le domaine des biotechnologies amène des chercheurs (entomologistes et autres) à recruter des étudiants gradués qui ont une formation en biologie moléculaire plutôt qu'une formation dans la discipline de base du chercheur (entomologie, pathologie, génétique, etc.). On n'a pas besoin d'enseigner les nombreuses techniques moléculaires à ces étudiants, et ils peuvent ainsi générer des publications plus rapidement. Cependant, il n'est pas rare qu'ils connaissent très peu les organismes sur lesquels ils travaillent. Cette réalité entraîne un appauvrissement préoccupant de la formation dans les disciplines dites traditionnelles, ce qu'il faut tenter de contrer. Fait intéressant, au MRNFPQ, on préfère recruter un ingénieur forestier spécialisé en entomologie plutôt qu'un entomologiste de formation générale, parce qu'il est important que cet individu possède une bonne connaissance de la forêt et de l'aménagement forestier. Une situation semblable existe au MAPAQ. Il faut donc former des individus qui ont un bon sens de « l'appliqué » et des connaissances de base solides dans leur discipline.

Question 3 :

Au sein de l'institution que vous représentez, les postes laissés vacants par les départs d'entomo-

logistes pour la retraite seront-ils comblés par d'autres entomologistes, ou décidera-t-on de les combler avec des spécialistes d'autres disciplines, ou de tout simplement les fermer?

À la Faculté de foresterie, il y a une tradition de recherche en entomologie et la nécessité de conserver un poste de professeur en entomologie; il n'y a donc pas d'intention de fermer ce poste ou de le combler avec un spécialiste d'une autre discipline. Au CFL par contre, on croit que le prochain entomologiste à quitter pour la retraite ne sera pas remplacé par un entomologiste en raison de besoins plus criants parmi les autres domaines de recherche couverts par cette institution. Au MRNFPQ, des coupures en entomologie pourraient survenir en raison de la règle du « 1 sur 2 », mais on ne prévoit présentement pas de coupures chez les professionnels.

Question 4 :

Souhaiteriez-vous que la SEQ prenne des actions pour encourager l'embauche d'entomologistes dans les institutions de recherche au Québec? Si oui, pouvez-vous penser à des actions qui seraient réalisables et efficaces?

On suggère d'exercer une influence auprès des jeunes pour qu'ils choisissent une carrière en entomologie. Il faut toutefois qu'une formation universitaire adéquate soit disponible dans ce domaine; or, à la Faculté d'agronomie de l'Université Laval, ces cours sont maintenant facultatifs. À la Faculté de foresterie, peu d'étudiants qui terminent leurs études de premier cycle choisissent de poursuivre en entomologie aux deuxième et troisième cycles. La SEQ pourrait-elle prendre des actions pour contrer ce phénomène?

Sur le plan de la création de postes en entomologie au sein de la fonction publique, il faut réussir à « vendre », aux politiciens, l'idée que l'embauche d'entomologistes va contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens. Il faut ainsi mettre en valeur la capacité des entomologistes à trouver des solutions à diverses « crises » contemporaines (ex. virus du Nil, espèces exotiques...).

*Michel Cusson, Président de la SEQ
Jacques Brodeur, Vice-président de la SEQ*